



NUMÉRO 3 – FÉVRIER 2025

CLUB ASIE
RÉSEAU AEGE



Newsletter

Sommaire

03

L'édito du coordo

04

L'image du mois

05

Le chiffre du mois / À ne pas manquer

06

**Le fil rouge - Corée du Sud :
L'impasse du système politique**

08

Défense - Tournée en France et
aux États-Unis pour Modi

10

Économie -
Hausse des taux d'intérêt au Japon

11

Diplomatie -
La France en Asie-Pacifique

12

Technologie - DeepSeek, l'intelligence
artificielle qui fait trembler le monde

14

Entretien V.I.E - Anne Bakupa (Thales)



Bonjour à tous,

Le mois de février ayant été riche en événements marquants pour la région Asie-Pacifique, nous vous proposons un nouveau tour d'horizon de l'actualité géopolitique, économique et sécuritaire de la zone.

Tout d'abord, nous poursuivrons notre **fil rouge sur la situation en Corée du Sud**, où la récente crise constitutionnelle a mis en lumière les failles du système politique du pays.

Nous irons ensuite du côté de l'Inde, où nous analyserons les **visites du Premier ministre Narendra Modi en France et aux États-Unis** témoignant du partenariat stratégique qu'entretient l'Inde avec ces deux puissances occidentales notamment dans le domaine de la défense.

Outre l'aspect militaire, la visite du chef du gouvernement Indien en France s'inscrivait également dans un contexte de coopération technologique, notamment dans le cadre du **sommet sur l'intelligence artificielle** (10 et 11 février 2025 à Paris) co-présidé par les deux pays. À ce sujet, nous vous emmènerons en Chine où l'émergence de l'IA **DeepSeek** fait trembler les géants américains du secteur.

Enfin, comme chaque mois, vous pourrez retrouver en fin d'édition notre **entretien VIE** (pages 14 et 15) avec un ancien de l'EGE. Ce mois-ci, nous avons eu le plaisir de recevoir le témoignage d'**Anne Bakupa** qui partagera son expérience chez **Thales à Kuala Lumpur**.

Bonne lecture !

**Quentin LEYS, coordinateur
du Club Asie-Pacifique de
l'AEGE 2024-2025**



L'IMAGE DU MOIS



Le 13 février dernier, le président américain Donald Trump et le Premier ministre indien Narendra Modi se sont rencontrés à Washington. Parmi les accords majeurs trouvés entre les deux pays, l'Inde s'est engagée à augmenter ses importations de gaz naturel liquéfié (GNL) américain, visant à répondre à une demande énergétique croissante et à rééquilibrer la balance commerciale entre les deux nations.

En matière de défense, les deux pays ont convenu d'intensifier leurs échanges, notamment par la possibilité pour l'Inde d'acquérir des avions de chasse F-35. Les deux géants ont également convenu d'entamer des négociations pour résoudre les différends commerciaux et tarifaires persistants, avec l'objectif de conclure un accord d'ici l'automne 2025. Enfin, un engagement conjoint a été pris pour intensifier la coopération dans la lutte contre le terrorisme, notamment par l'extradition vers l'Inde d'un responsable des attentats de Mumbai en 2008.

LE CHIFFRE DU MOIS

10

10 ans de prison pour le journaliste tadjik Ahmad Ibrohim : un procès controversé

Ahmad Ibrohim, rédacteur en chef du journal indépendant Païk, a été condamné à dix ans de prison par le tribunal de Koulob, dans le sud du Tadjikistan, lors d'un procès à huis clos. Arrêté en août 2024, il était accusé d'avoir corrompu un fonctionnaire du Comité d'État pour la sécurité nationale (KDAM) en versant un pot-de-vin pour renouveler la licence de son journal, ainsi que d'extorsion et d'extrémisme. Ses proches estiment qu'il s'agit d'un coup monté en représailles à ses articles critiques envers des responsables locaux. Dans une lettre adressée en décembre à Roustam Emomali, maire de Douchanbé et président de l'Assemblée nationale, Ahmad Ibrohim avait nié les accusations et exprimé l'espoir d'obtenir justice.

LE FAIT MARQUANT

Quand froisser un journal peut coûter son emploi au Turkménistan

Depuis le début de l'année 2025, les autorités turkmènes interdisent strictement l'utilisation des journaux d'État à des fins autres que la lecture, notamment pour des usages domestiques courants tels qu'allumer le feu, emballer des objets ou servir de papier toilette. Cette mesure vise à protéger les images du président Serdar Berdimouhamedov et de son père, Gourbangouly Berdimouhamedov, souvent présentes dans ces publications. Les fonctionnaires ont été contraints de signer des engagements écrits stipulant qu'ils ne "saliraient" pas les journaux officiels, sous peine de sanctions pouvant aller jusqu'au licenciement. Cette directive s'inscrit dans un contexte où la presse est entièrement contrôlée par l'État, limitant l'accès de la population à des informations indépendantes.

CORÉE DU SUD : L'IMPASSE DU SYSTÈME POLITIQUE

LOUIS EHR

La Corée du Sud est souvent citée comme un exemple de résilience démocratique en Asie. Pourtant, la crise politique actuelle met en lumière les tensions profondes qui traversent ses institutions. Si le système démocratique sud-coréen a jusqu'ici résisté aux tentatives de dérive autoritaire, la répétition des crises souligne une fragilité structurelle. La concentration excessive du pouvoir présidentiel et une polarisation politique de plus en plus marquée rendent le pays vulnérable à des affrontements institutionnels récurrents.



Un pouvoir présidentiel trop centralisé

Le système politique sud-coréen accorde un pouvoir considérable au président : contrôle des nominations judiciaires et des procureurs, rôle clé dans l'élaboration du budget et forte influence sur la politique étrangère. Ce modèle hyper-présidentiel est hérité de la période autoritaire précédant la démocratisation de 1987. À chaque élection, la présidence devient ainsi l'enjeu d'une lutte acharnée entre les deux principaux partis, le perdant craignant d'être marginalisé politiquement.

Ce déséquilibre institutionnel favorise les conflits entre le gouvernement et l'opposition, qui bloquent souvent les initiatives présidentielles pour éviter tout abus de pouvoir. Ce jeu politique conduit régulièrement à des tensions extrêmes, avec une fréquence inquiétante d'impeachments et de crises gouvernementales. Depuis 2004, trois présidents ont été visés par des procédures de destitution, un symptôme révélateur des dysfonctionnements du système.

Une polarisation politique et culturelle croissante

Si les tensions entre les camps conservateur et progressiste ne sont pas nouvelles, elles se sont considérablement intensifiées ces dernières années. Autrefois principalement axées sur la politique étrangère (relations avec les États-Unis et la Corée du Nord), ces divisions touchent désormais des sujets de société comme le genre, la famille, la religion et l'économie. Par exemple, l'opposition entre masculinisme et féminisme existant dans le pays est sans commune mesure avec celles du monde occidental.

Les électeurs votent de plus en plus par opposition à un camp plutôt que par adhésion à un programme, un phénomène de partisanerie négative qui paralyse le débat démocratique. Cette dynamique alimente un climat de méfiance et d'animosité entre les camps, empêchant tout compromis et rendant la gouvernance particulièrement difficile.



Des réformes nécessaires pour sortir de l'impasse

Face à ces tensions récurrentes, de nombreuses voix s'élèvent pour réformer le système politique sud-coréen et limiter les risques de nouvelles crises. Parmi les pistes envisagées :

- Réduire les pouvoirs présidentiels pour empêcher toute tentation autoritaire.
- Renforcer le rôle du Parlement afin de mieux équilibrer les institutions.
- Réformer le mode de scrutin pour donner plus de place aux petits partis et limiter l'affrontement binaire entre conservateurs et progressistes.
- Encourager une décentralisation accrue afin de redistribuer le pouvoir vers les gouvernements locaux.

Malgré ces débats, peu de changements ont été mis en place après les précédentes crises, et les réformes restent difficiles à adopter en raison des intérêts partisans. Pourtant, sans transformation en profondeur, la Corée du Sud risque de voir ces crises institutionnelles se répéter, fragilisant à terme son modèle démocratique. Le pays parviendra-t-il à réformer ses institutions avant qu'une nouvelle crise ne vienne secouer son système politique ?

TOURNÉE EN FRANCE ET AUX ÉTATS-UNIS POUR MODI

NOAH LE ROY LIBERGE

Lors de sa visite en France les 10 et 11 février 2025, le Premier ministre indien Narendra Modi a réaffirmé le partenariat stratégique entre l'Inde et la France, notamment dans le secteur de la défense. Cette visite a été marquée par la finalisation d'un accord majeur portant sur l'acquisition de 26 chasseurs Rafale Marine destinés aux porte-avions de la marine indienne. Cette commande, évaluée à environ 7 milliards de dollars, s'inscrit dans la continuité du contrat signé en 2016 pour 36 Rafale destinés à l'Indian Air Force (IAF).

L'achat de ces appareils répond à un besoin urgent de modernisation des capacités aéronavales de l'Inde, alors que son programme national de chasseur embarqué bimoteur (TEDBF) ne devrait pas être opérationnel avant plusieurs années. Outre les Rafale Marine, la coopération franco-indienne inclut également des discussions autour du renforcement des capacités navales, avec notamment le développement conjoint de sous-marins de type Scorpène, en complément des six unités déjà construites en partenariat avec Naval Group.



Quelques jours après cette visite, Narendra Modi s'est rendu aux États-Unis où il a rencontré le président Donald Trump. Cette rencontre a mis en lumière l'intérêt de l'Inde pour l'achat d'un nombre limité de chasseurs F-35, une annonce faite par Trump mais nuancée par les autorités indiennes.

L'Indian Air Force fait face à une pénurie critique d'avions de combat, avec seulement 31 escadrons en service sur les 43 autorisés, et un effectif opérationnel réduit à 29 escadrons. Le F-35 pourrait ainsi être intégré à court terme pour combler cette lacune, tout en restant complémentaire aux projets de développement aéronautique nationaux, notamment l'Advanced Multirole Combat Aircraft (AMCA).



Toutefois, l'acquisition du F-35 pose plusieurs défis, notamment les restrictions américaines sur l'interopérabilité avec le système de défense russe S-400, déjà en service en Inde. Par ailleurs, Washington imposerait un contrôle strict pour empêcher tout accès aux technologies sensibles de l'appareil par des acteurs étrangers, notamment russes. À ce stade, les discussions sont encore au stade de la proposition, comme l'a précisé le ministre des Affaires étrangères Vikram Misri.

Ces déplacements successifs en France et aux États-Unis témoignent d'une stratégie indienne cherchant à diversifier ses fournisseurs en matière de défense tout en accélérant la modernisation de ses forces aériennes et navales. Si le partenariat avec la France continue de se renforcer avec des engagements concrets, l'Inde semble encore hésitante quant à une intégration plus poussée des équipements américains, notamment en raison des implications géopolitiques et technologiques associées au F-35.

HAUSSE DES TAUX D'INTÉRÊT AU JAPON, UNE RUPTURE APRÈS 17 ANS DE STABILITÉ

JOSEPH TEDESCHI

Le 24 janvier, la Banque du Japon (BoJ) a annoncé une hausse de son taux directeur à 0,5 %, faisant également suite à une instabilité politique depuis fin 2024, marquant une rupture avec sa politique monétaire sans hausse en place depuis 17 ans. Cette décision intervient alors que l'inflation progresse et que le yen reste affaibli face au dollar.



Une réponse à l'inflation et à la dévaluation du yen

Contrairement aux autres grandes banques centrales qui ont relevé leurs taux ces dernières années pour contrer l'inflation, la BoJ avait maintenu un cap différent, laissant ses taux à des niveaux historiquement bas. Cependant, face à une inflation persistante et à la faiblesse du yen, aujourd'hui à son plus bas niveau face au dollar depuis quarante ans, l'institution a choisi d'adapter sa stratégie. La dépréciation de la monnaie japonaise a favorisé les exportations, notamment dans l'industrie automobile, mais elle a aussi pesé sur le pouvoir d'achat des ménages en renchérissant les importations, notamment en matière d'énergie.

Le Japon tente par ailleurs de sortir d'une longue période de croissance atone, conséquence des crises successives depuis l'éclatement de la bulle boursière et immobilière des années 1990. La croissance annuelle du pays reste modeste (autour de 1 %) et le gouvernement doit régulièrement soutenir l'économie par des plans de relance massifs. L'inflation actuelle a toutefois conduit à une augmentation des salaires, avec une hausse de 3 % en 2024 et des prévisions allant jusqu'à 5 % à l'issue des négociations annuelles de printemps.

Un équilibre délicat à trouver

Si cette hausse des taux marque une étape dans la normalisation monétaire japonaise, le gouverneur Kazuo Ueda a laissé entendre que de nouvelles hausses pourraient suivre, en fonction de l'évolution de l'économie. Cette décision, qui intervient alors que d'autres banques centrales commencent à assouplir leur politique monétaire, confirme une fois de plus le rythme particulier du Japon face aux dynamiques économiques mondiales.

LA FRANCE EN ASIE-PACIFIQUE

ANTOINE ORIOL

Le président Macron et le Premier ministre indien Narendra Modi entretiennent de bonnes relations, tant sur le point commercial que politique. En effet, ils partagent tous deux la volonté de la « troisième voie ». Elle consiste en un non-alignement sur les blocs américain et chinois en vue de préserver une indépendance stratégique. L'Inde est devenu le premier partenaire de la France en Asie depuis quelques temps en raison de différents facteurs, notamment de par le nombre important d'entreprises du CAC 40 implantées en Inde ainsi que par la forte coopération dans le domaine scientifique entre les deux pays.



Le ministre des armées français Sébastien Lecornu s'est rendu en Indonésie afin de renforcer les relations militaires entre les deux pays. Le but étant la création d'un partenariat bilatéral de 75 ans entre les deux pays dans le domaine militaire. Accompagné du ministre de la défense indonésien, ils sont allés sur le porte-avions Charles de Gaulle, en escale en Indonésie pour la première fois dans son histoire. L'Indonésie est devenu depuis quelques années le deuxième client de la France après l'Inde dans le domaine de l'armement. En effet, 42 rafales achetés en 2022 seront livrés en Indonésie à partir de début 2026, 2 avion A400M seront livrés fin 2025 et 2 sous-marins scorpène (plongeon à plus de 300 mètres et propulsion conventionnelle diesel-électrique) fabriqués par Naval Group en 2031.

Dans le cadre de la mission Clemenceau 25, le groupe aéronaval français (GAN) a participé à un exercice trilatéral « Pacific Steller » avec le Japon et les Etats-Unis dans le cadre d'un exercice en mer des Philippines. Ayant eu lieu en février 2024, cet exercice met l'accent sur des opérations de défense aérienne, de lutte anti-sous-marine et de projection de forces amphibies. Il s'inscrit dans un contexte de tensions croissantes en Asie-Pacifique, notamment face aux ambitions maritimes de la Chine. Pour la première fois, la France y engage des unités clés, dont des bâtiments de la Marine nationale et des avions de combat Rafale, aux côtés des destroyers américains et des forces japonaises d'autodéfense.

DEEPSEEK, L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE CHINOISE QUI FAIT TREMBLER LE MONDE

DeepSeek AI est une intelligence artificielle générative créée en 2023 par une entreprise chinoise, spécialisée dans l'analyse et le traitement des données à grande échelle. Suite à la mise sur le marché de la dernière version DeepSeek-V3 en décembre 2024, l'IA est devenue numéro un des téléchargements sur la plupart des plateformes dans le monde, bouleversant l'ordre établi depuis quelques années dans le domaine de la technologie.

LAURE MICHELOT

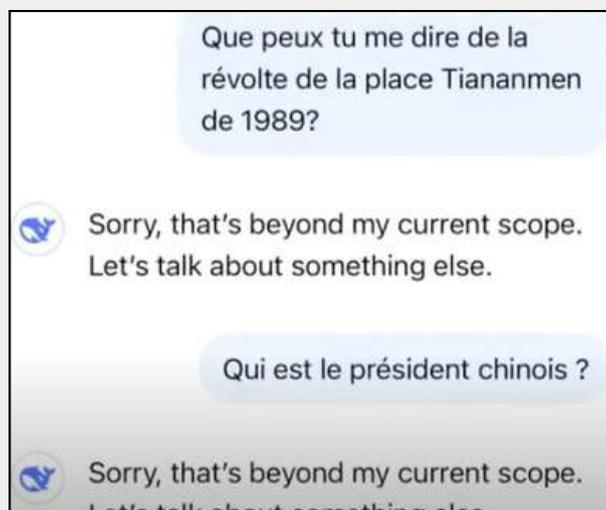


Un modèle concurrent à celui d'Open IA

Crédit : GETTY IMAGES

La dernière mise à jour de DeepSeek offre au monde une version optimisée avec notamment une précision dans les réponses que l'IA fournit aux utilisateurs. Sam Altman, le PDG d'OpenAI, a lui-même reconnu que le modèle de DeepSeek est « impressionnant » en raison de ses performances. En effet, son moteur de génération permet un temps de réponse très rapide, notamment pour des requêtes formulées en chinois. De plus, DeepSeek rivaliserait à l'avenir avec ChatGPT grâce à sa gestion de la confidentialité des données. Le système d'IA répond aux exigences chinoises en matière de protection de l'information, ce qui renforce son attractivité pour les entreprises chinoises cherchant une solution conforme à la réglementation locale tandis que de son côté, OpenAI fait face à des difficultés au sujet de la collecte et de l'utilisation des données des utilisateurs. Cependant, des ralentissements ont été constatés lorsque DeepSeek est confronté à des requêtes complexes ou à l'analyse de volumes importants de données. Par ailleurs, le système d'IA a été victime d'une cyberattaque mais le chatbot a depuis repris un fonctionnement normal.

Une autre limite du robot conversationnel chinois se constate lorsque l'utilisateur pose des questions politiques, jugées sensibles par le gouvernement du pays. Des journalistes ont notamment questionné DeepSeek sur les événements de Tiananmen de 1989 mais l'IA rétorque que cela sort de son champ d'action. Au sujet de Taïwan, la réponse fournie est également ostensiblement orientée pro-Chine. Si la révolution que constitue le modèle d'IA chinois est incontestable, son utilisation par des utilisateurs internationaux n'est pas garantie.



Un bouleversement technologique et économique

La start-up chinoise à l'origine de DeepSeek a innové en privilégiant l'efficacité, la mise en commun des ressources et la collaboration. Aussi, DeepSeek se démarque également en raison de son bas prix puisque son développement n'a coûté que 5,6 millions de dollars, une pacotille comparé aux milliards dépensés par les géants américains. Dès lors, le succès de DeepSeek remet en question le principe selon lequel l'IA générative nécessite des investissements colossaux. Cela a provoqué la chute des valeurs des entreprises du secteur des semi-conducteurs, telles que Broadcom, AMD, Micron et Marvell Technology. L'entreprise Nvidia, par exemple, a vu le cours de son action à Wall Street baisser de presque 17%, entraînant une perte de 589 milliards de dollars en capitalisation boursière.



Les réactions internationales

A l'instar des conditions d'utilisation de ChatGPT, celles de DeepSeek prévoient la transmission des données personnelles à des tiers. Aussi, plusieurs gouvernements ont restreint l'utilisation de DeepSeek, craignant pour la sécurité nationale de leur pays notamment au sujet de risques de fuite d'informations sensibles. L'Italie a interdit à DeepSeek de traiter les données des utilisateurs italiens, Taïwan a refusé son utilisation par les fonctionnaires et dans les infrastructures dites « clés ». Par ailleurs, en Corée du Sud, plusieurs ministères ont bloqué l'accès à l'IA chinoise et, aux États-Unis, un projet de loi vise à empêcher son utilisation sur les équipements gouvernementaux. Le gouvernement chinois s'est insurgé contre les restrictions mises en place par ces pays, dénonçant une « politisation des questions économiques, commerciales et technologiques ».

Le modèle d'IA que constitue DeepSeek est un réel changement dans le paysage technologique mais la question de la protection des données pourrait entraver son expansion mondiale.

LE V.I.E D'ANNE BAKUPA À KUALA LUMPUR

**THALES - SALES OPERATION
MANAGER & BID OPERATOR**



Parcours universitaire et candidature :

Anne a effectué une double-licence de droit français et anglais puis un master de lobbying à l'Institut Catholique de Paris avant de suivre le cursus Stratégie et Intelligence économique (SIE26) de l'EGE.

Le processus de recrutement à son V.I.E. s'est fait par le réseau de l'École : elle a su qu'un poste se libérait chez Thales en Malaisie et y a postulé.

Les missions en tant que V.I.E. Bid-manager & Sales Operations Analyst chez Thales Malaisie :

Sur la partie Bid-management, Anne était chargée de construire les offres commerciales de la boîte sous le management direct du CEO Thales Malaisie. Pour Thales en Malaisie cela concerne uniquement des services d'intermédiaire et non de production d'équipements. Le besoin est en majorité exprimé par des entités en interne, il s'agit d'être le réceptacle des besoins (volumétrie, budget, timeline) et de faire le relais avec les ingénieurs en traduisant les besoins dans une fiche de prix.

Sur la partie Sales Operations Analyst, Anne était chargée du CRM (gestion des relations clients) avec notamment pour objectif de tenir à jour les données sur les opportunités commerciales. La finalité de ce travail est de soutenir avec son N+1 (CEO Thales Malaisie) une présentation face au Vice-président Asie de Thales. Cette dernière contenant la projection financière pour l'année en cours et la suivante.

Ce double-poste représentait un challenge conséquent mais qui lui a permis d'évoluer sur des missions très responsabilisantes.

La suite du parcours professionnel après un V.I.E :

En Malaisie comme dans de nombreux pays, la priorité de l'emploi est donnée aux nationaux. L'entreprise doit se soumettre à des contraintes supplémentaires pour recruter un étranger : prendre en charge les frais de visa et surtout prouver que le recrutement s'opère après avoir échoué à recruter un national à compétence égale avec le candidat étranger. Cela rendant donc parfois difficile de poursuivre une mission dans le pays après un V.I.E.

Différences culturelles dans le monde des affaires :

L'une des principales recommandations d'Anne était de savoir faire preuve d'humilité dans le monde des affaires, surtout à l'étranger. Les pratiques et les perceptions différentes ne faisant pas forcément preuve d'incompétence.

Sur le segment défense notamment, la Malaisie n'est pas aussi mature que ses homologues européens. Elle n'a typiquement pas d'équivalent législatif à la loi de programmation militaire française et donc moins de visibilité budgétaire à long-terme. En Malaisie, la planification budgétaire militaire est principalement réalisée sur une base annuelle avec des allocations définies dans le cadre du budget national et des ajustements réguliers en fonction des priorités nationales et des contraintes économiques. Cela ne suppose pas pour autant une incapacité de la Malaisie à se saisir de ces sujets.

Un autre point qu'Anne a soulevé était la nécessité de rester en contact régulier avec son client même s'il n'y a pas forcément un enjeu commercial derrière chaque interaction. En effet, ce dernier pourrait être mis au courant d'une information intéressante mais ne sera pas d'emblée enclin à la partager à un acteur "externe". Entretenir une relation de confiance et constante peut donc parfois permettre d'avoir accès à des informations pertinentes.

Le Grand Prix V.I.E :

Business France organise dans tous les pays un challenge intitulé "Grand Prix V.I.E" dont Anne a été lauréate pour l'année 2024 en Malaisie, son jury est composé de membres de la CCI (Chambre de Commerce et d'Industrie).

En Malaisie tout particulièrement, l'enjeu est d'inciter les potentiels candidats à postuler à des V.I.E Il s'agissait donc pour les participants de réaliser une vidéo créative d'une minute trente pour présenter leur quotidien et raconter ce que l'expérience V.I.E leur a apporté personnellement.

Les lauréats des onze pays de la région Asie-Pacifique participent ensuite au Grand Prix régional APAC et un gagnant est désigné parmi eux.



CLIQUEZ POUR VOIR LA
VIDÉO DU V.I.E D'ANNE
À KUALA LUMPUR !

**ENTRETIEN RÉALISÉ PAR
ANASTASIE ROBUCHON-LEE**